Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

# Revue des médias roumains du 9 février 2017

*n° 19312*

*Neuvième jour de manifestations contre la corruption en Roumanie.*
*Florin Iordache, ministre de la Justice a démissionné.*
*Bucarest soutient la candidature de Paris pour accueillir les Jeux Olympiques en 2024.*

Quelques milliers de personnes ont défié hier soir, malgré les chutes de neige et les températures en baisse, pour manifester pour la neuvième soirée consécutive contre le Gouvernement de Sorin Grindeanu et la corruption. « La démission », « A bas la corruption », « Nous sommes en 2017 et nous clamons toujours *A bas le communisme* », « Nous serons ici tous les jours », « Nous ne pouvons pas travailler, car nous devons vous surveiller », ont été quelques-uns des messages portés par les manifestants (*Agerpres*). Des manifestations similaires ont eu lieu à travers la Roumanie, des milliers de personnes ayant protesté dans les grandes villes (*Agerpres*).

Le musée national d'histoire de la Transylvanie de Cluj-Napoca envisage d'ouvrir à l'avenir une exposition sur les manifestations historiques qui ont secoué la Roumanie durant ces semaines et a commencé à collecter les pancartes des manifestants (*News.ro*).

Environ 400 personnes ont manifesté devant le palais présidentiel, scandant des messages de soutien au Gouvernement et contre le Président Klaus Iohannis. « La Roumanie c'est nous tous », « Mon vote du 11 décembre compte », « J'ose croire en le Gouvernement Grindeanu ». La presse note que le Président est sorti dans le rue pour discuter avec les manifestants (*Agerpres*).

Florin Iordache, ministre de la Justice, a quitté aujourd'hui son poste, neuf jours après l'adoption dans la nuit du 31 janvier de l'ordonnance gouvernementale d'urgence dépénalisant partiellement certains faits de corruption qui a entraîné des manifestations sans précédent (*Agerpres*).

La Cour constitutionnelle roumaine (CCR) a rejeté aujourd'hui la contestation déposée la semaine dernière par Victor Ciorbea, Défenseur des droits, contre l'ordonnance gouvernementale dépénalisant certains faits de corruption (OUG 13/2017) (*Agerpres*).

**Bucarest soutient la candidature de Paris pour accueillir les Jeux Olympiques en 2024.** Bucarest compte parmi les 50 villes du monde qui ont annoncé leur soutien à la candidature de la ville de Paris à l'organisation des Jeux olympiques 2024. Gabriela Firea, maire de Bucarest, a répondu à l'appel lancé par le maire de Montréal, Denis Coderre, pour soutenir la candidature de la capitale française (*Agerpres*).

## L'actualité roumaine dans les médias francophones

- « *Roumanie : le début d'un "printemps européen" ?* », en Roumanie, le Premier Ministre échappe à une motion de défiance du Parlement. Et malgré l'annulation d'un décret visant à assouplir les peines encourues pour corruption, la mobilisation contre le gouvernement continue (*France 24*).

- « *L'anti-corruption roumaine, l'affaire de tout un peuple* ». Les Roumains continuent de manifester pour nettoyer le pays de sa corruption, même si le gouvernement a retiré son décret qui dépénalisait certains abus de pouvoir (*La Croix*).

- « *Roumanie : le ministre de la Justice démissionne* » (*Libération*), « *En Roumanie, les manifestations poussent le ministre de la Justice à démissionner* » (*France 24*), « *Roumanie : le ministre de la Justice démissionne face à la gronde anticorruption* », Quelques jours plus tôt, un demi-million de Roumains étaient descendus dans les rues du pays pour protester contre un décret visant à dépénaliser certaines formes d'abus de pouvoir (*Le Parisien*).

**La France en Roumanie et la Roumanie en France**

- *Faurecia* cherche en Roumanie 150 employés pour son usine située à proximité de Râmnicu Vâlcea (*Ziarul Financiar*)

*Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.*

*Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.*

*© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie*